

Notre Santé en Danger

Notre Santé en Danger

En début d'année, le collectif « Notre Santé en Danger » a écrit une tribune parue dans l'Humanité : « Nous Personnel-le-s et Usager-ère-s de la Santé, du Social et du Médico-social, Nous vous accusons ! ».

Partageant nombre des arguments présentés dans ce texte, la Fédération des Orthophonistes de France a signé cette tribune.

Un « procès des politiques de santé » s'est tenu le jeudi 6 avril 2023 à la Bourse du Travail à Paris, visible sur Youtube. Aux côtés de certains de nos partenaires, Véronique Pupier-Seyfried a pris la parole pour la FOF. Voici les textes de la tribune et de cette intervention.

Tribune

**Nous Personnel-le-s et Usager-ère-s de la Santé, du Social et du Médico-social,
Nous vous accusons !**

Vous, Emmanuel Macron et les gouvernements précédents, d'avoir mené des politiques mettant désormais en péril la santé de la population, dans toutes ses dimensions, physique, psychique et sociale.

Nous vous accusons d'avoir fait dangereusement progresser les déserts médicaux. Ainsi, 15 millions de personnes n'ont plus accès à un médecin traitant et les délais d'obtention d'un rendez-vous chez un spécialiste ou un paramédical, orthophoniste, kiné... s'allongent indéfiniment.

Nous vous accusons d'avoir multiplié les obstacles financiers à l'accès aux soins : dépassements d'honoraires qui atteignent 3,5 milliards d'euros en 2021, franchises médicales, forfaits, restes à charge, remise en cause de l'AME pour les sans-papiers. Avec pour conséquence 30% des personnes qui reportent leurs soins et une forte progression des tarifs des mutuelles.

Nous vous accusons d'avoir organisé la casse de l'hôpital public, comme l'ont révélé la crise covid et la crise des Urgences :

- Suppressions massives de lits (4100 en 2021 en pleine pandémie), fermetures de services d'accueils d'urgence, de maternités, de centres d'IVG, démantèlement des hôpitaux de proximité vidés de la plupart de leurs activités, ayant abouti à priver des territoires entiers d'accès aux soins hospitaliers

Notre Santé en Danger

Notre Santé en Danger

- Destruction du secteur psychiatrique public ne permettant plus la continuité des soins psychiques en hospitalisation et en ambulatoire
- Concentration des établissements sanitaires et sociaux, privatisation et marchandisation rampante
- Étranglement financier et gestion de l'hôpital comme une entreprise de production, dont la tarification à l'activité (T2A) est la signature

Nous vous accusons d'avoir institué des politiques managériales génératrices de souffrance pour les personnel-le-s, non reconnu-e-s, maltraité-e-s, contraint-e-s à la démission, et de faire preuve de mépris vis-à-vis de ces métiers féminisés sous-payés du soin et de l'accompagnement.

Nous vous accusons de mettre en œuvre une déshumanisation du soin, de l'accompagnement médico-social et social, par une protocolisation à outrance et des pratiques inadmissibles et dégradantes d'isolement et de contention qui se multiplient en psychiatrie mais aussi dans les EHPADs et dans d'autres secteurs de soins.

Nous vous accusons d'avoir fait le choix de l'austérité budgétaire conduisant à une insuffisance criante de soignant-e-s et de personnel-le-s dans tous les secteurs de la santé du médico-social et du social.

Nous vous accusons de carences graves dans les politiques d'accompagnement et de soins des personnes en perte d'autonomie, à domicile et en institution comme le scandale Orpée l'a encore démontré.

Nous vous accusons d'inaction coupable face aux pénuries de médicaments, aux prix scandaleux exigés par les laboratoires pharmaceutiques qui ponctionnent la Sécurité Sociale, aux scandales sanitaires.

Nous vous accusons d'avoir laminé la médecine préventive à l'école et au travail, supprimé les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et d'avoir abandonné une authentique politique de prévention sanitaire (malbouffe, maladies professionnelles et accidents de travail, pollution de l'air, pesticides, pollutions industrielles, pandémies, filtration de l'air intérieur,...).

Nous vous accusons d'inaction coupable face aux inégalités sociales de santé.

Nous vous accusons d'avoir considérablement affaibli la Sécurité sociale par des exonérations récurrentes de cotisations sociales pour les entreprises.

Nous vous accusons de conduire des politiques sociales déshumanisantes, maltraitantes envers les populations et les personnel-le-s de la santé du social et du médico-social, d'avoir oublié qu'une politique de santé et de prévention se bâtit avec les populations.

Notre Santé en Danger

**Personnel-le-s et Usager-ère-s,
Mobilisons-nous tou-te-s ensemble,
pour contrer ces politiques et porter nos exigences :**

- D'un accès aux soins et à un accompagnement social pour toutes et tous sur tout le territoire sans discrimination financière, géographique, culturelle, numérique, sociale, de genre, d'origine et de situation administrative.
- De la suppression des dépassements d'honoraires, vers la suppression des restes à charge.
- D'un Service public de santé de premier recours sur tout le territoire avec ouverture de centres de santé pluriprofessionnels, pour permettre une répartition des professionnel-le-s de santé en fonction des besoins.
- D'un Service public hospitalier présent sur tout le territoire, répondant à l'ensemble des besoins de la population.
- De réouvertures de lits, de services, d'hôpitaux de proximité, de maternités, de centres d'IVG... partout où cela est nécessaire, selon les besoins définis par les professionnels (médecins ou non), les usager-ère-s, associations, élu-e-s...
- D'un accès direct à un service d'urgence à moins de 30 minutes.
- Du retour à une réelle politique de secteur en psychiatrie.
- D'un arrêt des fermetures de lits et de services.
- De la définition d'un nombre maximum de patient-e-s par soignant-e et par activité, co-élaboré avec les équipes soignantes et les usager-ère-s.
- D'un plan de formation à la hauteur des besoins, de l'instauration d'un pré-salaire étudiant, de moyens octroyés immédiatement pour ouvrir les places nécessaires dans les écoles et universités.
- De recrutements à la hauteur des besoins, co-évalués par unité avec les personnel-le-s, usager-ère-s, dans tous les établissements sanitaires et médico-sociaux.
- De la reconnaissance des professionnel-le-s de santé par des mesures salariales et statutaires prenant en compte l'engagement, la responsabilité, la formation et la pénibilité.
- De la participation effective aux décisions des personnel-le-s, de toute catégorie, de santé, du social et du médico-social, et des usager-ère-s.
- De la reconnaissance du médicament comme bien commun, et non comme marchandise, pour permettre un accès au meilleur prix.
- De la reconquête et du renouvellement de la Sécurité Sociale, avec un 100% Sécu, un financement à la hauteur des besoins, le retour à une gestion par les représentant-e-s des usager-ère-s et assuré-e-s sociaux.

Notre Santé en Danger

Notre Santé en Danger

- De la sortie de la gestion marchande du système de santé et de la politique d'austérité imposée par l'ONDAM (Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie), avec son enveloppe fermée qui empêche de répondre à la satisfaction des besoins.
- D'une modification de la loi de finance de la Sécurité Sociale dans l'urgence, dès 2023, et d'une augmentation des budgets.

**Il y a urgence à défendre le droit à la santé, à l'accès aux soins,
à l'accompagnement social et à une protection sociale de qualité
pour tous et toutes, c'est une exigence d'égalité !**

**Personnel-le-s, Usager-ère-s, participons nombreux-ses aux initiatives
portant ces propositions et revendications et en particulier**

- **Le 8 mars, journée internationale des droits des femmes,**
- **Dans la semaine du 7 avril journée mondiale de la santé,**
- **Le 13 mai la manifestation nationale pour les services publics à Lure.**

Premiers signataires

Syndicats : Fédération des Orthophonistes de France, Fédération Syndicale Unitaire (FSU), Fédération Sud Collectivités territoriales, Fédération Sud Education, Fédération Sud Santé Sociaux, Solidaires, SUD Chimie Sanofi Montpellier, Syndicat de la Médecine Générale, Union fédérale Médecins, ingénieurs, cadres, techniciens-CGT Santé Action Sociale, Union syndicale de la psychiatrie,

Associations et collectifs : Act Up Sud-Ouest, Association des Médecins Urgentistes de France, Appel des appels, Association ETM46, Association nationale des sage-femmes orthogénistes, ATTAC, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception, CapitalExit, Cerises la coopérative, Collectif CIVG Tenon, Collectif National Droit des Femmes, Collectif artisanofric, Collectif Inter-Urgences, Comité ivryen pour la santé et l'hôpital public, Comité de Vigilance des Services publics de Haute-Saône, Confédération internationale solidaire et écologiste, Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics, Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, Europe solidaire sans frontières, Femmes égalité, Fondation Copernic, La santé n'est pas une marchandise, LaSantéUnDroitPourTous, Le fil conducteur psy, Médicament bien commun, People's Health Movement France, Planning familial du Val de Marne, Printemps de la psychiatrie, Printemps du CARE, Résistance sociale, Stop précarité

Avec le soutien des organisations politiques : ENSEMBLE!, Europe-Ecologie Les Verts, Génération.s, Gauche écosocialiste, France insoumise, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste Français.

Notre Santé en Danger

Intervention FOF

Quel remède à la pénurie d'orthophonistes ?

Les orthophonistes et leurs patients subissent les conséquences de la pénurie avec des écarts massifs dans et entre les régions ainsi que celles d'une désertification galopante des postes salariés depuis 10 à 15 ans. L'Intersyndicale des orthophonistes s'épuise à répéter depuis 10 ans au Ministère de la Santé, que nos salaires doivent être alignés sur le niveau d'études Bac+5, obtenu en 2013.

En salariat, le travail d'équipe est démantelé, les postes sont disséminés sur plusieurs établissements, les temps partiels ne permettent plus un travail d'équipe, on demande aux orthophonistes qu'elles fassent des bilans, qu'elles soient expertes en langage, et donnent des conseils aux équipes. Mais on ne les laisse plus exercer leur art. Les postes d'orthophoniste sont souvent changés en d'autres postes et les soins sont renvoyés vers les orthophonistes de ville.

À l'hôpital, des prises en charge lourdes et urgentes comme celles des suites d'AVC, de traumatisme crânio-cérébral, de chirurgie ORL, ne peuvent plus être assurées. Les équipes hospitalières et institutionnelles sont des lieux de formation, des lieux de recherche qui ont vu naître l'orthophonie et où pourtant elle disparaît.

Parallèlement, le secteur libéral est totalement engorgé par des demandes croissantes émanant de l'éducation nationale. Ceci, en raison d'une hyper-médicalisation des troubles des apprentissages, mais aussi de la perte de sens dans notre société des aspects symboliques du langage, la parole étant considérée comme une fonction mécanique à redresser.

Dans certaines régions particulièrement sous-dotées, les orthophonistes ont parfois plus de 300 personnes en liste d'attente, les patients ne seront reçus qu'après un à deux ans d'attente – voire jamais. Nombre d'orthophonistes ne répondent plus au téléphone pour ne pas avoir à dire non et se trouvent face à des choix inhumains de patients, de pathologies. Beaucoup ne seront jamais reçus, désespérés par l'attente, abandonnés et résignés à ne plus pouvoir être soignés, sans médecin traitant pour beaucoup d'entre eux. À qui donnera-t-on sa chance ? À la personne Alzheimer qui perd ses mots ? À l'aphasique qui a perdu l'usage du langage ? Au petit enfant qui n'entre pas dans la langue et la parole ? À celui qui présente des traits autistiques inquiétants ? À celui qui n'acquiert pas le langage écrit ? Au patient laryngectomisé n'ayant plus de voix pour porter ses mots ? Au patient dysphagique ne pouvant plus se nourrir normalement ?

Les universités ne forment pas assez d'étudiants en orthophonie par rapport aux départs à la retraite et aux demandes. Au lieu d'en augmenter le nombre, le gouvernement prévoit la mutualisation des formations de santé (arrêté du 9 septembre 2021). Une façon de « gérer » la pénurie en faisant avec toujours moins...

Le gouvernement connaît la situation de pénurie médicale. Le rapport de l'IGAS (Inspection Générale des Affaires sociales, novembre 2021) le dit lui-même : « seule une hausse de 20% du nombre d'étudiants en formation permettrait de combler le creux démographique des 15 prochaines années ».

Alors quelles solutions envisager ?

La solution serait-elle l'accès direct ? Pouvoir prendre rendez-vous chez l'orthophoniste sans ordonnance médicale, cela ne réduit pas les délais d'attente. Avec la loi Rist, il a été décidé de poursuivre sur la voie de la pénurie, de gagner du temps médical, mais cela ne résout pas le manque de professionnels. Cela porte encore atteinte au travail institutionnel et met le cap sur une médecine marchande, où tout se compte et se réduit. Ainsi, semblant apporter l'accès direct comme une reconnaissance de l'autonomie des professionnels, ce projet de loi les isole et déconstruit les équipes. Le dossier numérique remplace le travail d'équipe.

Les solutions politiques seraient-elles les CPTS (Communautés Professionnelles Territoriales de Santé) ? On y parle d'exercice coordonné, mais il ne s'agit nullement de travail d'équipe, d'une équipe pluridisciplinaire, permettant une prise en charge globale d'un patient. Il s'agit d'une grave atteinte au travail institutionnel qui s'effectue dans les établissements répondant aux missions de service public, en actant leur démantèlement et en poussant vers une organisation libérale des soins avec pour principaux agents les outils numériques.

La solution serait-elle dans les plateformes ? Les PCO (Plateformes de Coordination et d'Orientation pour les enfants avec un trouble neurodéveloppemental) prennent en réalité appui sur les moyens des CMP (Centres Médico-Psychologiques), des CAMSP (Centres d'Action Médico-Sociale Précoce) et des CMPP (Centres Médico-Psychopédagogiques) en dénaturant la mission de soin de ces structures, en remplaçant les postes de soignants par des postes de coordinateurs, qui vont aiguiller les familles vers des professionnels libéraux utilisés comme des sous-traitants. On traite des dossiers plutôt que soigner les patients.

La solution serait-elle dans des listes d'attente communes ? Elles ne font qu'institutionnaliser le tri des patients, permettant aux orthophonistes de les choisir sans les connaître, le patient devenant un objet marchand, ce qui est contraire à notre déontologie professionnelle.

Il faut, au contraire, ré-humaniser le soin dans les institutions, à l'hôpital, respecter le temps du patient, donner les moyens aux équipes qui en ont les compétences, plutôt que de les remplacer par un éparpillement du soin, des plateformes, des protocoles, qui s'appuient sur une politique du chiffre, des statistiques, mais qui nient les aspects sociaux, familiaux et psychiques des patients.

Notre Santé en Danger

Nous défendons une prévention prévenante, nous sommes vigilants sur les excès d'utilisation des écrans : l'enfant a besoin d'un bain de langage et d'une parole adressée pour se développer, les parents ont besoin d'être réhabilités dans leur rôle de parents, le médecin à sa place de médecin, l'enseignant à sa place d'enseignant, l'enfant à sa place d'enfant et non réduit à sa place d'élève...

Parmi les équipes qui mériteraient d'être renforcées en amont du soin, citons les services de PMI (Protection Maternelle et Infantile), de l'Aide Sociale à l'enfance, les RASED (Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté).

La FOF soutient que l'accès au soin répond du service public, dans un souci du bien commun.

Nous dénonçons les fausses solutions apportées par le gouvernement, qui sont un leurre pour les patients et les professionnels. Les enjeux financiers sous-jacents sont réels, et ces dispositions ne sont qu'un pas de plus vers une marchandisation du soin, avec l'ouverture prochaine au capital, en créant des parts de marché, plutôt que maintenir leur gestion dans le joug de la Sécurité Sociale. Impossible de ne pas faire le lien avec les mobilisations en cours : s'attaquer aux retraites, c'est s'attaquer à la Sécurité Sociale.

Nous accusons les gouvernements, dont le gouvernement Macron-Borne, d'appliquer une politique néo-libérale basée sur le coût du travail et non sur le bénéfice d'avoir une population en bonne santé. Nous accusons nos dirigeants politiques d'ignorer les besoins essentiels de sa population en matière de santé, d'éducation, et tout ce qui les sous-tend : logement, alimentation, environnement sûr et non pollué. Le langage est cette faculté propre à l'humain, et son atteinte gravissime chez les jeunes enfants aujourd'hui n'est que le reflet de la dégradation de notre tissu social.

Il y a beaucoup à faire pour y remédier, et les professionnels sont indignés et épuisés de porter toujours les mêmes revendications pour pouvoir soigner. Merci aux politiques de faire leur part du travail, et non de le déconstruire. Reconstruisons notre service public de santé et prenons-le en main.